

Mémorial  **Memorial**
du des
Grand-Duché de Luxembourg. **Großherzogtums Luxemburg.**

Samedi, 30 mai 1931.

N^o 26.

Samstag, 30. Mai 1931.

Arrêté grand-ducal du 29 mai 1931, fixant la date de la mise en vigueur des dispositions de la loi du 29 janvier 1931 sur la caisse de pension des employés privés.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 120 de la loi du 29 janvier 1931, portant création d'une caisse de pension des employés privés ;

Sur le rapport de Notre Directeur général du travail et de la prévoyance sociale, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Par application de l'art. 120 de la loi du 29 janvier 1931, portant création d'une caisse de pension des employés privés, la date de la mise en vigueur des dispositions de la loi est fixée au 1^{er} juin 1931.

Art. 2. Notre Directeur général du travail et de la prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 29 mai 1931.

Charlotte.

*Le Directeur général
du travail et de la prévoyance sociale,
P. Dupong.*

Großh. Beschluß vom 29. Mai 1931, wodurch das Datum des Inkrafttretens der Bestimmungen des Gesetzes vom 29. Januar 1931 über die Pensionskasse der Privatangestellten festgesetzt wird.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Art. 120 des Gesetzes vom 29. Januar 1931, betreffend die Errichtung einer Pensionskasse der Privatangestellten ;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Arbeit und der sozialen Fürsorge, und nach Beratung der Regierung im Conseil ;

Saben beschloffen und beschließen :

Art. 1. In Ausführung des Art. 120 des Gesetzes vom 29. Januar 1931, betreffend die Errichtung einer Pensionskasse der Privatangestellten, wird das Datum des Inkrafttretens der Bestimmungen dieses Gesetzes auf den 1. Juni 1931 festgesetzt.

Art. 2. Unser General-Direktor der Arbeit und der sozialen Fürsorge ist mit der Ausführung dieses Beschlusses betraut, der im „Memorial“ veröffentlicht wird.

Luxemburg, den 29. Mai 1931.

Charlotte.

*Der General-Direktor der Arbeit
und der sozialen Fürsorge,
P. Dupong.*

Arrêté grand-ducal du 29 mai 1931, pris en exécution de l'art. 3, al. 2, de la loi du 29 janvier 1931, portant création d'une caisse de pension des employés privés.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 29 janvier 1931, portant création d'une caisse de pension des employés privés, et plus spécialement l'art. 3 ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Directeur général du travail et de la prévoyance sociale, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Par application de la phrase finale de l'al. 2 de l'art. 3 de la loi du 29 janvier 1931, portant création d'une caisse de pension des employés privés, la rémunération annuelle au delà de laquelle la cotisation ne sera plus obligatoire, est fixée à 40.000 francs.

Art. 2. Pour permettre la mi-assurance à des groupes d'assurés auxquels s'appliquent les dispositions transitoires de l'art. 109 de la loi, le Directeur général du travail et de la prévoyance sociale, sur la proposition du Comité-Directeur, pourra déroger à la disposition de l'art. 1^{er}.

Art. 3. Notre Directeur général du travail et de la prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 29 mai 1931.

Charlotte.

*Le Directeur général
du travail et de la prévoyance sociale,
P. Dupong.*

Großh. Beschluß vom 29. Mai 1931, betreffend die Ausführung von Art. 3, Absatz 2, des Gesetzes vom 29. Januar 1931 über die Errichtung einer Pensionskasse der Privatangestellten.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Januar 1931, betreffend die Errichtung einer Pensionskasse der Privatangestellten, und insbesondere des Art. 3 dieses Gesetzes ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Arbeit und der sozialen Fürsorge, und nach Beratung der Regierung im Konseil ;

Saben beschlossen und beschließen :

Art. 1. In Ausführung des Schlußsatzes von Absatz 2 des Art. 3 des Gesetzes vom 29. Januar 1931, betreffend die Errichtung einer Pensionskasse der Privatangestellten, wird der Jahresdienstbezug, über den hinaus der Beitrag nicht mehr obligatorisch zu leisten ist, auf 40.000 Fr. festgesetzt.

Art. 2. Um die Teilversicherung denjenigen Versicherungengruppen zu erlauben, auf welche die Übergangsbestimmungen des Art. 109 des Gesetzes anwendbar sind, kann, auf Vorschlag des Rassenvorstandes, der General-Direktor der Arbeit und der sozialen Fürsorge von den Bestimmungen des Art. 1 absehen.

Art. 3. Unser General-Direktor der Arbeit und der sozialen Fürsorge ist mit der Ausführung dieses Beschlusses betraut, der im „Mémorial“ veröffentlicht wird.

Luxemburg, den 29. Mai 1931.

Charlotte.

Der General-Direktor der Arbeit
und der sozialen Fürsorge,
P. Dupong.

Arrêté grand-ducal du 29 mai 1931, pris en exécution de l'art. 15 de la loi du 29 janvier 1931, portant création d'une caisse de pension des employés privés.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 29 janvier 1931, portant création d'une caisse de pension des employés privés et plus spécialement l'art. 15 ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Directeur général du travail et de la prévoyance sociale, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les pièces justificatives à produire dans les différents cas sont les suivantes :

a) Pension d'invalidité et de vieillesse.

- 1^o l'extrait du registre des naissances ;
- 2^o les extraits du registre des naissances des enfants âgés de moins de 18 ans (resp. le livret de famille), en vue de l'application de l'art. 16, c, de la loi ;
- 3^o en tant qu'il ne s'agit pas d'enfants légitimes, une attestation de l'autorité compétente certifiant que ces enfants sont légalement à la charge de l'impétrant ;
- 4^o en cas de demande d'une pension d'invalidité, une attestation médicale certifiant l'état d'invalidité au sens de l'art. 10 de la loi ;
- 5^o le cas échéant, les pièces servant à établir l'existence d'un des cas prévus à l'art. 19.

b) pension de veuve.

- 1^o l'extrait du registre des naissances de la veuve ;
- 2^o l'extrait du registre des décès de l'assuré ;
- 3^o l'extrait du registre des mariages ;
ces extraits pourront être remplacés par la production du livret de famille ;
- 4^o en cas de divorce ou de séparation de corps une attestation homologuée relative aux cas visés à l'art. 14 de la loi ;
- 5^o l'extrait du registre des naissances de l'assuré pour autant que celui-ci n'était pas encore titulaire d'une pension.

Großh. Beschluß vom 29. Mai 1931, in Ausführung von Art. 15 des Gesetzes vom 29. Januar 1931, betreffend die Errichtung einer Pensionskasse der Privatangestellten.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Januar 1931, betreffend die Errichtung einer Pensionskasse der Privatangestellten, im besonderen des Art. 15 ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Arbeit und der sozialen Fürsorge und nach Beratung der Regierung im Conseil ;

Saben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Folgende Belegstücke sind für die verschiedenen Fälle vorzulegen :

a) Invaliditäts- und Alterspension.

1. der Auszug aus dem Geburtenregister ;
2. die Auszüge aus den Geburtenregistern der Kinder unter 18 Jahren (bezw. das Familienbuch), mit Rücksicht auf die Bestimmung des Art. 16, c, des Gesetzes ;
3. soweit es sich nicht um eheliche Kinder handelt, eine Bestätigung der zuständigen Behörde, daß diese Kinder gesetzlich zu Lasten des Bewerbers sind ;
4. falls Anspruch auf Invaliditätspension erhoben wird, ein ärztliches Zeugnis, daß Invalidität im Sinne des Art. 10 des Gesetzes vorliegt ;
5. gegebenenfalls die Belege, welche das Vorliegen eines der in Art. 19 vorgesehenen Fälle nachweisen.

b) Witwenpension.

1. der Auszug aus dem Geburtenregister der Witwe ;
2. der Auszug aus dem Sterberegister des Versicherten ;
3. der Auszug aus dem Trauungsregister ;
diese Auszüge können ersetzt werden durch Vorlegen des Familienbuches ;
4. falls die Ehe geschieden oder getrennt war, die gerichtlich beglaubigte Bestätigung über das Vorliegen eines der in Art. 14 des Gesetzes vorgesehenen Fälle ;
5. ein Auszug aus dem Geburtenregister des Versicherten, falls er noch nicht im Bezuge einer Pension war.

c) pension d'orphelin.

- 1^o l'extrait du registre des naissances de l'assuré ;
- 2^o l'extrait du registre des décès de l'assuré ;
- 3^o l'extrait du registre des naissances des enfants âgés de moins de 18 ans, resp. le livret de famille ;
- 4^o en tant qu'il ne s'agit pas d'enfants légitimes une attestation de l'autorité compétente certifiant que les enfants étaient légalement à la charge de l'assuré ;
- 5^o un extrait de l'acte de tutelle.

d) remboursement des cotisations en application de l'art. 21.

Les pièces prévues sub b et c.

e) remboursement des frais de l'enterrement prévus à l'art. 22.

- 1^o extrait du registre des décès de l'assuré ;
- 2^o les pièces justifiant que l'impétrant a pourvu aux frais de l'enterrement.

Les pièces justificatives relatives aux cas non prévus ci-dessus seront arrêtées par le Comité-Directeur de la Caisse de pension, suivant les besoins.

Art. 2. Dans les cas où la requête de l'impétrant tend à l'obtention d'une pension d'invalidité (art. 10 et 11 de la loi), l'état de l'intéressé sera apprécié par une commission de trois médecins composée du médecin-traitant, d'un médecin désigné par la caisse de pension et d'un médecin désigné par le Directeur général du travail et de la prévoyance sociale. Cette commission rédigera un rapport qui sera soumis à l'organe appelé à statuer.

Art. 3. La pension d'invalidité est d'abord fixée à titre provisoire pour une durée de trois ans. Pendant cette période et sous peine de voir sa pension suspendue, le pensionné doit se soumettre aux visites médicales qui, à toute époque, peuvent être demandées par la Caisse.

Art. 4. Les frais de l'expertise médicale ainsi que les frais de déplacement éventuel de l'assuré ou du pensionné dans le but de répondre à la convocation de la commission prévue à l'art. 2, sont à la charge de la Caisse.

c) Waisenspenden.

- 1. der Auszug aus dem Geburtenregister des Versicherten;
- 2. der Auszug aus dem Sterberegister des Versicherten;
- 3. die Auszüge aus den Geburtenregistern der Kinder unter 18 Jahren, bezw. das Familienbuch;
- 4. soweit es sich nicht um eheliche Kinder handelt, eine Bestätigung der zuständigen Behörde, daß diese Kinder gesetzlich zu Lasten des Versicherten waren;
- 5. Ein Auszug aus dem Vormundschaftsakt.

d) Erstattung der Beiträge nach Art. 21.

Die unter b und c vorgesehenen Belegstücke.

e) Erstattung der Begräbniskosten nach Art. 22.

- 1. der Auszug aus dem Sterberegister des Versicherten;
- 2. die Belegstücke, daß der Bewerber die Begräbniskosten getragen hat.

Die Belegstücke für Fälle, die im Vorhergehenden nicht vorgesehen sind, werden durch den Vorstand der Pensionskasse je nach Bedarf festgelegt.

Art. 2. Falls der Bewerber in seinem Gesuche Anspruch erhebt auf Gewährung von Invalidthäts-pension (Art. 10 und 11 des Gesetzes), wird der Gesundheitszustand des Interessenten begutachtet durch eine aus drei Ärzten bestehende Kommission: dem behandelnden Arzt, einem von der Pensionskasse und einem von dem Generaldirektor der Arbeit und der sozialen Fürsorge zu bezeichnenden Arzt. Diese Kommission fertigt einen Bericht aus, welcher den für die Entscheidung zuständigen Kassenorganen zu unterbreiten ist.

Art. 3. Die Invalidthäts-pension wird vorerst provisorisch für die Dauer von drei Jahren festgesetzt. Während dieser Periode muß der Pensionierte, zur Vermeidung des Ruhens seiner Pension, sich den ärztlichen Untersuchungen unterwerfen, welche die Kasse jeder Zeit verlangen kann.

Art. 4. Die Kosten der ärztlichen Untersuchung wie auch etwaige Reisekosten, welche der Versicherte oder der Pensionierte sich auferlegen muß, um der Aufforderung der in Art. 2 vorgesehenen Kommission Folge zu leisten, sind zu Lasten der Kasse.

Art. 5. A l'expiration de la période provisoire de trois ans, le pensionné devra, sur la demande de la Caisse, se soumettre à une nouvelle expertise médicale. Si, à la suite de cette expertise, l'intéressé est reconnu invalide au sens de la loi, la pension sera fixée à titre définitif.

Art. 6. Notre Directeur général du travail et de la prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 29 mai 1931.

Charlotte.

*Le Directeur général
du travail et de la prévoyance sociale,
P. Dupong.*

Arrêté grand-ducal du 29 mai 1931, pris en exécution de l'art. 45 de la loi du 29 janvier 1931, portant création d'une caisse de pension des employés privés.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 29 janvier 1931 portant création d'une caisse de pension des employés privés, et plus spécialement l'art. 45 ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Directeur général du travail et de la prévoyance sociale ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'employeur est tenu d'établir et de tenir à jour un bordereau nominatif des personnes assujetties à l'assurance, indiquant la rémunération mensuelle afférente à chaque assuré. Le modèle de ces bordereaux sera arrêté par le Comité-Directeur de la Caisse de pension.

Art. 2. A la fin du mois de janvier de chaque année, resp. à la fin du premier mois de l'ouverture d'une entreprise l'employeur doit établir, en double exemplaire, le bordereau visé à l'art. 1^{er}, même pour les employés qui n'étaient à son service que pour une partie du mois correspondant. Ces bordereaux devront indiquer la rémunération que l'employé a touchée pour le mois en question et qui

Art. 5. Nach Ablauf der provisorischen Periode von drei Jahren, muß der Pensionierte, auf Aufforderung der Kasse hin, sich einer neuen ärztlichen Untersuchung unterwerfen. Falls auf Grund dieser Untersuchung der Interessent als invalid im Sinne des Gesetzes anerkannt wird, wird die Pension endgültig festgesetzt.

Art. 6. Unser General-Direktor der Arbeit und der sozialen Fürsorge ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt der im „Memorial“ veröffentlicht wird.

Luxemburg, den 29. Mai 1931.

Charlotte.

*Der General-Direktor
der Arbeit und der sozialen Fürsorge,
P. Dupong.*

Großh. Beschluß vom 29. Mai 1931, in Ausführung von Art. 45 des Gesetzes vom 29. Januar 1931 betreffend die Errichtung einer Pensionskasse der Privatangestellten.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Januar 1931 betreffend die Errichtung einer Pensionskasse der Privatangestellten, im besonderen des Art. 45 ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Arbeit und der sozialen Fürsorge und nach Beratung der Regierung im Konseil ;

Saben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Der Arbeitgeber hat für die versicherungspflichtigen Personen eine Namensliste laufend zu führen, mit Angabe des Monatsdienstbezuges eines jeden Versicherten. Die Form dieser Namenslisten wird durch den Vorstand der Pensionskasse festgelegt.

Art. 2. Mit Ende Januar eines jeden Jahres, beziehungsweise im Falle späterer Eröffnung des Betriebes mit dem Ende des ersten Betriebsmonates, hat der Arbeitgeber die in Art. 1 angeführte Namensliste in zweifacher Ausfertigung anzulegen, sogar hinsichtlich der Angestellten, welche nur während eines Teiles des betreffenden Monates bei ihm beschäftigt waren. Diese Namenslisten müssen den

servira de base au calcul de la première cotisation mensuelle.

L'employeur est tenu d'établir des bordereaux séparés pour chacune des trois catégories d'employés A, B, C., visées à l'art 5 du présent règlement.

Art. 3. L'employeur conservera l'un des bordereaux dûment remplis dont il est question à l'art. 2. Le deuxième exemplaire, dûment rempli, sera à adresser à la Caisse de pension dans les dix premiers jours du mois suivant celui de l'établissement des bordereaux. L'envoi à la Caisse de ce deuxième exemplaire s'accompagnera du versement des cotisations échues au mois de janvier resp. au mois de l'ouverture de l'entreprise. Cet envoi dispensera l'employeur de l'obligation d'adresser pour ledit mois à la Caisse de pension le bulletin de décompte visé à l'art. 8 du présent règlement.

Art. 4. Conformément à l'art. 3 de la loi portant création de la Caisse de pension, la rémunération, qui sert de base au calcul des cotisations, comprend non seulement le traitement proprement dit, mais aussi tous les avantages accessoires dont l'employé jouit à raison de son occupation principale.

La rémunération comprend donc :

1° Les allocations en espèces et en nature qui sont allouées régulièrement par mois ou par périodes plus courtes et que l'employé a touchées réellement au mois correspondant. En cas de paiement hebdomadaire de ces allocations, la rémunération mensuelle égale $4\frac{1}{3}$ fois le montant hebdomadaire. Pour le cas où le paiement se fait par trimestre la rémunération mensuelle est présumée être égale à $\frac{1}{3}$ du montant trimestriel.

2° Les allocations qui ne sont pas payées régulièrement par mois ou par périodes plus courtes (gratifications, part dans les bénéfices etc...).

Art. 5. La rémunération mensuelle au sens du N° 1 de l'alinéa 2 de l'art. 4 ne pourra être ni inférieure à 600 fr. ni supérieure à 3330 fr. On distinguera donc trois catégories d'assurés.

1° La catégorie A comprend les employés ayant une rémunération mensuelle inférieure à 600 fr. La rémunération mensuelle à inscrire sur les bordereaux susvisés sera égale à 600 fr.

Dienstbezug angeben, den der Angestellte im betreffenden Monat bezogen hat und der die Grundlage zur Berechnung des ersten Monatsbeitrages bildet.

Der Arbeitgeber muß getrennte Namenslisten führen für jede der in Art. 5 gegenwärtigen Reglementes vorgeesehenen Gruppen A, B, C.

Art. 3. Die eine Ausfertigung der Namensliste nach Art. 2 verbleibt beim Arbeitgeber. Die zweite Ausfertigung ist bis zum 10. des der Auflegung folgenden Monats an die Pensionskasse einzusenden. Gleichzeitig mit der Liste ist der für den Monat Januar resp. der für den ersten Betriebsmonat erfallene Beitrag der Pensionskasse zu übermitteln. Eine Abrechnungsanzeige, wie sie in Art. 8 dieses Reglementes vorgeesehen ist, ist für diesen Monat nicht einzusenden.

Art. 4. Als monatlicher Dienstbezug zur Berechnung der Beiträge gilt, gemäß Art. 3 des Gesetzes betreffend die Errichtung einer Pensionskasse der Privatangestellten, nicht nur das eigentliche Gehalt, sondern auch alle Nebenbezüge, welche der Angestellte auf Grund seiner Hauptbeschäftigung bezieht.

Der monatliche Dienstbezug begreift also :

1) die Geld- und Sachbezüge, welche regelmäßig monatlich oder in kürzeren Perioden gezahlt werden und welche dem Angestellten in dem betreffenden Monate tatsächlich ausbezahlt wurden. Bei wöchentlicher Auszahlung der Bezüge ist für den Monat der $4\frac{1}{3}$ fache Betrag zu nehmen. Falls die Bezüge pro Trimester ausbezahlt werden, ist für den Monat $\frac{1}{3}$ des Betrages anzurechnen;

2) die Bezüge, welche nicht regelmäßig monatlich oder in kürzeren Perioden wiederkehren (Gratifikationen, Gewinnanteile, ...).

Art. 5. Der monatliche Dienstbezug im Sinne von Nr. 1 des Art. 4, zweiter Absatz, darf nicht niedriger sein als 600 Fr. und nicht höher als 3.330 Fr. Dementsprechend werden drei Versicherungsguppen unterschieden:

1) Die Gruppe A umfaßt die Angestellten, deren Monatsdienstbezug unter 600 Fr. liegt. In diesem Falle sind in die oben erwähnte Namensliste als Monatsdienstbezug 600 Fr. einzutragen.

2° La catégorie B comprend les employés dont la rémunération mensuelle dépasse 3330 fr. La rémunération mensuelle à inscrire sur les bordereaux pour ces assurés sera de 3330 fr.

3° La catégorie C comprend les employés dont la rémunération mensuelle est comprise entre 600 et 3330 fr. Pour ces assurés l'employeur inscrira le montant effectif de la rémunération mensuelle.

Les allocations visées au n° 2 de l'al. 2 de l'art. 4 seront à inscrire dans la colonne afférente du bordereau au moment où elles sont payées. Toutefois cette inscription n'aura pas lieu pour les assurés dont il est certain que la rémunération régulièrement servie dépasse 40.000 fr. par an.

A la fin de l'année la Caisse de pension fera le décompte des cotisations versées pour chaque assuré pour l'année écoulée. L'excédent, qui dépasserait 4000 fr., sera remboursé ou reporté sur l'exercice suivant. Ce remboursement ou ce report profiteront à l'employeur et à l'assuré au prorata de leur part contributive.

Si, pour un assuré de la catégorie A, la rémunération globale effectivement touchée pour l'année écoulée, a atteint au moins 7200 fr., cet assuré doit supporter, avec effet rétroactif, la retenue de 5% sur la somme qui représente la différence entre la rémunération qui a servi de base à la perception des retenues et la rémunération effectivement touchée.

Art. 6. Si l'assuré n'a pas été occupé par le même patron pendant le mois entier, l'employeur inscrira pour ce mois les allocations payées à l'employé pour la période d'occupation à son service. Dans ce cas les montants — limites de 600 resp. 3330 fr. — sont réduits proportionnellement.

Art. 7. Les modifications qui interviennent dans le courant de l'année et qui touchent soit à la composition du personnel soit au montant des rémunérations seront à noter sur le bordereau qui est resté aux mains de l'employeur. L'enregistrement de ces modifications se fera de la façon suivante :

2) Die Gruppe B umfaßt die Angestellten, deren Monatsdienstbezug 3.330 Fr. übersteigt. In diesem Falle sind in die oben erwähnte Namensliste als Monatsdienstbezug 3.330 Fr. einzutragen.

3) Die Gruppe C umfaßt die Angestellten, deren Monatsdienstbezug zwischen 600 Fr. und 3.330 Fr. liegt. Für diese Angestellten trägt der Arbeitgeber den tatsächlichen Betrag als Dienstbezug in die Namensliste ein.

Die unter Nr. 2 des Art. 4, zweiter Absatz, angeführten Bezüge sind in die entsprechende Spalte der Namensliste zu dem Zeitpunkte einzusetzen, wo sie ausbezahlt werden. Diese Eintragung findet jedoch nicht statt für die Versicherten, von denen man mit Sicherheit annehmen kann, daß der regelmäßig ausbezahlte Dienstbezug 40.000 Fr. jährlich überschreitet.

Am Ende des Jahres nimmt die Pensionskasse die Abrechnung der Beiträge vor, welche für jeden Versicherten für das abgelaufene Jahr einbezahlt wurden. Der über 4.000 Fr. hinausgehende Betrag wird zurückerstattet oder auf das folgende Geschäftsjahr übertragen. Die Rückerstattung oder der Übertrag auf das folgende Jahr erfolgt zu Gunsten des Dienstgebers und des Versicherten im Verhältnis zu ihrem Beitragsanteile.

Falls für einen Versicherten der Gruppe A der Gesamtdienstbezug, der im abgelaufenen Jahre tatsächlich verabfolgt wurde, wenigstens 7.200 Fr. beträgt, werden dem Versicherten rückwirkend 5 v. H. der Summe in Abzug gebracht, welche gleich ist der Differenz zwischen dem Beitragsdienstbezüge und dem wirklichen Dienstbezüge.

Art. 6. Ist ein Versicherter nur während eines Teiles des Monates bei demselben Arbeitgeber im Dienste gewesen, so braucht der Arbeitgeber für den betreffenden Monat nur die Bezüge in die Liste einzusetzen, welche dem Angestellten tatsächlich für den Teil des Monates verabfolgt wurden. In diesem Falle vermindern sich die Grenzbeträge von 600 Fr. resp. 3.330 Fr. entsprechend.

Art. 7. Wenn im Laufe des Jahres Änderungen eintreten, sei es in der Zusammensetzung des Personals, sei es in der Höhe der Bezüge, so hat der Arbeitgeber diese Änderungen in der bei ihm verbliebenen Namensliste einzusetzen. Dies geschieht wie folgt:

a) Les employés qui entrent au service de l'employeur sont à inscrire dans le bordereau avec l'indication dans la colonne afférente du traitement touché pendant le mois d'entrée.

b) Les noms des employés qui quittent le service de l'employeur seront à souligner à l'encre rouge.

c) Les changements de traitement des employés sont à noter au bordereau par l'inscription du nouveau montant mensuel dans la colonne du mois correspondant.

d) Les allocations prévues au n° 2 de l'art. 4 sont à noter dans une colonne spéciale du bordereau.

Art. 8. A la fin de chaque mois l'employeur est tenu de faire le total des rémunérations cotisables touchées pendant le mois par l'ensemble de son personnel et d'indiquer sur le bordereau le montant correspondant de la cotisation qui comprend la part du patron et celle de l'assuré.

Les cotisations mensuelles sont présumées être échues le dernier du mois. L'employeur devra, dans les dix premiers jours du mois suivant effectuer à la Caisse de pension le versement total des cotisations dues pour le mois écoulé. En même temps il adressera à la Caisse de pension un « bulletin de décompte mensuel » énonçant le total de ces cotisations et renseignant les changements qui ont été apportés au bordereau en conformité de l'art. 7.

Le modèle de ces bulletins de décompte mensuel, qui seront fournis par la Caisse, sera arrêté par le Comité-Directeur.

Art. 9. En se basant sur les indications des bulletins de décompte mensuels, la Caisse de pension mettra à jour le bordereau qui lui a été transmis par l'employeur en vertu de l'art. 3 du présent règlement.

Art. 10. L'envoi des bulletins de décompte ne dispense pas l'employeur de la déclaration des entrées et sorties de son personnel prévue à l'art. 71 de la loi.

Art. 11. Les employeurs et la Caisse de pension sont tenus de conserver les bordereaux nominatifs des assurés ainsi que les bulletins de décompte mensuels pendant dix ans, à compter de l'année pour laquelle le bordereau a été établi.

a) die Angestellten, die neu eingetreten sind, sind in die Namensliste aufzunehmen unter Angabe, in der entsprechenden Spalte, des im Eintrittsmonate bezogenen Dienstbezugs;

b) die Namen der Angestellten, welche ausgetreten sind, sind rot zu unterstreichen;

c) die bei den Angestellten eingetretenen Änderungen der Dienstbezüge sind in der für den betreffenden Monat bestimmten Spalte durch Angabe des nunmehr zutreffenden Monatsdienstbezugs auszuweisen;

d) die unter Nr. 2 des Art. 4 angeführten Bezüge sind in eine Spalte der Namensliste einzutragen.

Art. 8. Mit Ende jeden Monats muß der Arbeitgeber die Summe der beitragspflichtigen Dienstbezüge seines Gesamtpersonals für den betreffenden Monat bilden und den entsprechenden Gesamtbeitrag (Beitragsanteil des Dienstgebers und des Versicherten) auf der Namensliste angeben.

Die monatlichen Beiträge gelten als erfallen am letzten des Monats. Der Arbeitgeber muß die monatliche Gesamtbeitragssumme bis zum 10. des folgenden Monats der Pensionskasse übermitteln. Gleichzeitig muß er der Kasse eine „Monatsabrechnungsanzeige“ übersenden, welche den Gesamtbeitrag und alle vom Arbeitgeber in der Namensliste vorgenommenen Eintragungen nach Art. 7 für den betreffenden Monat angibt.

Die Form dieser Monatsabrechnungsanzeigen wird durch den Vorstand der Pensionskasse festgelegt; die benötigten Exemplare werden jedem Arbeitgeber durch die Kasse zugestellt.

Art. 9. Die Pensionskasse hat aus den allmonatlich einlaufenden Abrechnungsanzeigen in der bei ihr liegenden Ausfertigung der Namensliste (Art. 3 dieses Reglementes) die eingetretenen Änderungen einzutragen.

Art. 10. Die Übermittlung an die Pensionskasse der Monatsabrechnungsanzeigen entbindet den Arbeitgeber nicht von der in Art. 71 des Gesetzes vorgesehenen Pflicht, Eintritt und Austritt von Versicherten der Kasse zu melden.

Art. 11. Der Arbeitgeber und die Pensionskasse haben die Namenslisten und Monatsabrechnungsanzeigen während zehn Jahren, gerechnet vom Jahre, für das die Listen geführt wurden, aufzubewahren.

Art. 12. Le bordereau nominatif resté aux mains de l'employeur (art. 3 du présent règlement) sera à transmettre à la Caisse de pension avant le 15 janvier de l'année suivante. La Caisse de pension, après vérification, le retourne à l'employeur en y apposant la remarque: « Contrôlé. A conserver pendant dix ans ».

Art. 13. La Caisse de pension réglera l'application des dispositions qui précèdent aux assurés qui se trouvent simultanément occupés par plusieurs patrons et aux assurés qui feront usage de l'assurance continuée prévue à l'art. 4 de la loi.

Art. 14. Les employeurs pourront se libérer des cotisations mensuelles par versement ou virement soit au compte-chèques-postaux, soit au compte-courant de banque ouverts au nom de la Caisse de pension.

Les cotisations non payées à l'échéance sont recouvrées par les soins de l'administration des contributions au moyen de rôles à dresser par la Caisse de pension.

Art. 15. La Caisse de pension pourra passer avec les employeurs des conventions spéciales pour régler les détails d'application du présent règlement.

Art. 16. Disposition transitoire.

Par dérogation à l'art. 2 du présent règlement, les bordereaux nominatifs seront à établir pour la première fois pour le mois de juin 1931; toutefois la cotisation afférente ne sera à verser à la Caisse qu'avec la cotisation du mois de juillet.

Art. 17. Notre Directeur général du travail et de la prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 29 mai 1931.

Charlotte.

*Le Directeur général
du travail et de la prévoyance sociale,*
P. Dupong.

Art. 12. Die bei dem Arbeitgeber verbliebene Namensliste (Art. 3 dieses Reglementes) muß nach deren Abschluß bis zum 15. Januar des folgenden Jahres an die Pensionskasse eingefandt werden. Diese hat die überprüfte Liste, unter Beisehung des Vermerkes: „Kontrolliert. Ist während 10 Jahren aufzubewahren“ an den Arbeitgeber zurückzustellen.

Art. 13. Die Pensionskasse regelt die Anwendung der vorhergehenden Bestimmungen auf die Versicherten, welche bei mehreren Arbeitgebern gleichzeitig beschäftigt sind, sowie auf die Versicherten, die von der Weiterversicherung nach Art. 4 des Gesetzes Gebrauch machen.

Art. 14. Die Arbeitgeber dürfen die Monatsbeiträge durch Einzahlung oder Überweisung, sei es auf das Postcheckkonto, sei es auf das Bankkonto der Pensionskasse, entrichten.

Die Beiträge, welche nicht innerhalb des Verfalltermines einbezahlt wurden, werden durch die Steuerverwaltung eingezogen auf Grund von Heberollen, die durch die Pensionskasse aufgestellt werden.

Art. 15. Die Pensionskasse ist befugt, mit den Arbeitgebern Sonderabkommen abzuschließen, um die Einzelheiten der Ausföhrung gegenwärtigen Reglementes zu regeln.

Art. 16. Übergangsbestimmung:

Abweichend von Art. 2 gegenwärtigen Reglementes sind die Namenslisten erstmalig für den Monat Juni 1931 anzulegen; jedoch ist der diesem Monat entsprechende Beitrag erst mit dem Beitrage des Monats Juli der Kasse zu überweisen.

Art. 17. Unser General-Direktor der Arbeit und der sozialen Fürsorge ist mit der Ausführung dieses Beschlusses betraut, der im „Memorial“ veröffentlicht wird.

Luxemburg, den 29. Mai 1931.

Charlotte.

Der General-Direktor der Arbeit
und der sozialen Fürsorge,
P. Dupong.

Arrêté du 29 mai 1931, pris en exécution de l'art. 47 de la loi du 29 janvier 1931, portant création d'une caisse de pension des employés privés.

*Le Directeur général
du travail et de la prévoyance sociale,*

Vu l'art. 47 de la loi du 29 janvier 1931, portant création d'une caisse de pension des employés privés ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le taux des intérêts moratoires, prévus à l'art. 47 de la loi du 29 janvier 1931 sur la Caisse de pension des employés privés, est fixé à 1% par mois, à compter du jour de l'échéance des cotisations, c'est-à-dire du dernier du mois pour lequel les cotisations sont dues.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 29 mai 1931.

*Le Directeur général
du travail et de la prévoyance sociale,
P. Dupong.*

Arrêté du 29 mai 1931, pris en exécution de l'art. 93 de la loi du 29 janvier 1931, portant création d'une caisse de pension des employés privés.

*Le Directeur général
du travail et de la prévoyance sociale,*

Vu l'art. 93 de la loi du 29 janvier 1931, portant création d'une caisse de pension des employés privés ;

Après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les livres de la caisse de pension des employés privés seront tenus conformément aux principes de la comptabilité en partie double.

Art. 2. L'exercice budgétaire coïncide avec l'année du calendrier.

Art. 3. Dans le courant des deux derniers mois d'un exercice, le comité-directeur dressera le budget de l'exercice suivant.

Art. 4. Dans les cinq mois qui suivent l'expiration d'un exercice, le comité-directeur est tenu d'établir un compte-rendu relatif à cet exercice. Ce compte-rendu contiendra le compte de gestion et le bilan,

Beschluß vom 29. Mai 1931, in Ausführung von Art. 47 des Gesetzes vom 29. Januar 1931, betreffend die Errichtung einer Pensionskasse der Privatangestellten.

*Der General-Direktor der Arbeit
und der sozialen Fürsorge,*

Nach Einsicht des Art. 47 des Gesetzes vom 29. Januar 1931, betreffend die Errichtung einer Pensionskasse der Privatangestellten;

Beschließt :

Art. 1. Der Zinsfuß, für die in Art. 47 des Gesetzes vom 29. Januar 1931 über die Pensionskasse der Privatangestellten vorgesehenen Verzugszinsen, ist festgesetzt auf 1 v. H. pro Monat, vom Fälligkeitsdatum der Beiträge, d. h. vom letzten Tage des Monats ab gerechnet, für den die Beiträge geschuldet sind.

Art. 2. Dieser Beschluß wird im „Memorial“ veröffentlicht.

Luxemburg, den 29. Mai 1931.

*Der General-Direktor der Arbeit
und der sozialen Fürsorge,
P. Dupong.*

Beschluß vom 29. Mai 1931, in Ausführung von Art. 93 des Gesetzes vom 29. Januar 1931, betreffend die Errichtung einer Pensionskasse der Privatangestellten.

*Der General-Direktor der Arbeit
und der sozialen Fürsorge,*

Nach Einsicht des Art. 93 des Gesetzes vom 29. Januar 1931, betreffend die Errichtung einer Pensionskasse der Privatangestellten;

Nach Beratung der Regierung im Conseil;

Beschließt :

Art. 1. Die Geschäftsbücher der Pensionskasse der Privatangestellten werden nach den Grundsätzen der doppelten Buchführung geführt.

Art. 2. Das Geschäftsjahr deckt sich mit dem Kalenderjahr.

Art. 3. Im Laufe der zwei letzten Monate eines Geschäftsjahres stellt der Vorstand den Voranschlag für das nächstfolgende Geschäftsjahr auf.

Art. 4. Innerhalb von fünf Monaten nach Abschluß eines Geschäftsjahres, hat der Vorstand einen Bericht über das verfllossene Geschäftsjahr fertigzustellen. Dieser Bericht, der die Jahresabrechnung

renseignera la situation et la marche de la caisse et indiquera les renseignements statistiques recueillis par la caisse.

Art. 5. Dans les délais prévus, le projet de budget ainsi que le compte de gestion et le bilan prévus aux art. 3 et 4 seront communiqués simultanément à la commission de la Caisse et au Directeur général compétent. Ils ne pourront être vérifiés et approuvés par la commission qu'après l'expiration d'un délai d'un mois, à compter de la date où ils ont été soumis au Gouvernement.

Art. 6. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 29 mai 1931.

*Le Directeur général
du travail et de la prévoyance sociale,
P. Dupong.*

Arrêté du 30 mai 1931, portant fixation du quotient applicable pour le calcul des primes d'emblavement pour 1930.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*

Vu l'art. 10 de l'arrêté grand-ducal du 7 juin 1926, pris en exécution de la loi du 13 mai 1926, réglant l'emploi de la ristourne sur les céréales panifiables prévue par l'art. 13 de la Convention d'Union économique belgo-luxembourgeoise ;

Vu la loi du 23 avril 1931, approuvant l'arrangement conclu le 2 février 1931 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique, concernant la majoration du multiplicateur servant au calcul du prélèvement prévu à l'art. 13 de la Convention précitée ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le quotient par hectare de superficie emblavée en céréales panifiables est fixé pour l'année 1930 à 382 fr.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 30 mai 1931.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Jos. Bech.*

und die Geschäftsbilanz einzubegreifen hat, soll Aufschluß geben über die Lage und den Geschäftsgang der Kasse, sowie über das gesammelte statistische Material.

Art. 5. Binnen der in Art. 3 und 4 bezeichneten Fristen, sind einerseits der Voranschlag und andererseits die Jahresabrechnung und die Geschäftsbilanz zugleich dem Ausschuß und dem zuständigen General-Direktor zu unterbreiten. Deren Prüfung und Gutheißung durch den Ausschuß dürfen nicht vor Ablauf eines Monats erfolgen, diese Frist vom Tage der Vorlage bei der Regierung ab gerechnet.

Art. 6. Dieser Beschluß wird im „Memorial“ veröffentlicht.

Luxembourg, den 29. Mai 1931.

*Der General-Direktor der Arbeit
und der sozialen Fürsorge,
P. Dupong.*

Beschluß vom 30. Mai 1931, betreffend den für die Berechnung der Getreideprämien für 1930 anwendbaren Hektar-Quotient.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,*

Nach Einsicht des Art. 10 des Großh. Beschlusses vom 7. Juni 1926 über die Ausführung des Gesetzes vom 13. Mai 1926, wodurch die Verwendung der in Art. 13 des belgisch-luxemburgischen Wirtschaftsvertrages vorgesehenen Rückvergütung für Brotgetreide geregelt wird ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 23. April 1931, wodurch die am 2. Februar 1931 zwischen dem Großherzogtum Luxemburg und Belgien getroffene Vereinbarung, betreffend Erhöhung des Multiplikators zur Berechnung der in Art. 13 des vorerwähnten Wirtschaftsvertrages vorgesehenen Entnahme genehmigt wird ;

Beschließt :

Art. 1. Der Quotient pro Hektar angebaute Getreidefläche ist für das Jahr 1930 auf 382 Fr. festgesetzt.

Art. 2. Dieser Beschluß soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxembourg, den 30. Mai 1931.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Jos. Bech.*

Emprunts communaux. — Tirage d'obligations.

Communes et sections intéressées.	Désignation de l'emprunt.	Date de l'échéance.	Numéros sortis au tirage.				Caisse chargée du remboursement.
			100	200	500	1000	
Steinfort (Steinfort et Hagen)	12.000	1 ^{er} juin 1931	13	18			Caisse communale
Kehlen (Nospelt)	15.000	id.	38, 49, 53, 54				id.
Wormeldange	3½% 1895	id.	84		27, 104, 129, 133, 140, 158		Banque Internationale
Steinfort (Kleinbettingen)	16.000	1 ^{er} juillet 1931	37, 48, 50, 96				Caisse communale
Wiltz	141.000	id.	25, 72		27, 45, 52, 144, 158, 163, 170		id.
Grevenmacher	425.000	id.	9, 52, 82, 96, 163, 167, 173, 210		2, 87, 220	93, 125, 161, 190, 195	id.

Luxembourg, le 27 mai 1931.

Avis. — Service sanitaire.

Tableau des maladies contagieuses observées dans les différents cantons du 1^{er} au 30 avril 1931.

N° d'ordre.	Cantons.	Fièvre typhoïde.	Fièvre paratyphoïde.	Diphthérie.	Coqueluche.	Scarlatine.	Variole.	Affections puerpérales.	Méningite infectieuse.	Dysenterie.	Encéphalite éthérargique.	Tuberculose Décès.	Rougeole.	Poliomyélite antérieure aiguë.	Trachome.
1	Esch.	1	—	5	—	—	—	—	—	—	—	9	—	—	—
2	Mersch.	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	Diekirch.	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	Redange.	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	Echternach.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	Remich.	1	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	Totaux....	2	2	10	1	1	—	1	—	—	—	10	—	—	—

